

UETP  
Service de l'urbanisme,  
de l'environnement et  
des travaux publics  
Route de Bâle 1  
2800 Delémont  
Tél. : 032/421.92.92  
Fax : 032/421.92.99  
Courriel : uetp@delemont.ch



## REGLEMENTATION

- A) LES ARBRES ET BUISSONS
- B) CLOTURES, PALISSADES, MURS ET HAIES

## Loi d'introduction du Code civil suisse<sup>1)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse<sup>2)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

#### A. Autorités Judiciaires I. En général

**Article premier** La compétence des autorités judiciaires se détermine d'après les règles de la procédure civile toutes les fois qu'une décision judiciaire est nécessaire ou prévue par le Code civil suisse (CC), la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième : Code des obligations (CO)<sup>4)</sup>, la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)<sup>40)</sup> ou la présente loi (LiCC) et que celle-ci n'en dispose pas autrement<sup>41)</sup>

#### 7. Murs de soutènement et talus a) Obligation de construire; exécution

**Art. 71** <sup>1</sup> Celui qui procède à des remblais ou à des fouilles le long de la limite est tenu de protéger le bien-fonds voisin au moyen de murs de soutènement ou de talus.

<sup>2</sup> L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100 %). Dans les terrains abrupts demeure réservée une inclinaison plus forte des talus qui se sont formés naturellement ou ont été suffisamment consolidés.

#### b) Propriété

<sup>3</sup> Le mur de soutènement peut être placé à la limite. S'il sert au remblai, il ne doit pas dépasser de plus de 1,20 m le sol naturel le plus élevé.

**Art. 72** <sup>1</sup> Le mur de soutènement placé sur la limite est considéré comme faisant partie intégrante du fonds du propriétaire qui l'a construit. Si cela ne peut être déterminé, le mur est réputé appartenir en copropriété aux deux voisins.

<sup>2</sup> Au surplus sont applicables les prescriptions relatives aux murs coupe-feu.

#### 8. Clôtures

**Art. 73** <sup>1</sup> Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du sol naturel du fonds le plus élevé.

<sup>2</sup> Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.

<sup>3</sup> Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.

#### 9. Arbres et buissons

**Art. 74** <sup>1</sup> Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :

- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;
- 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;
- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;
- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

<sup>2</sup> Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

<sup>3</sup> Pour les prétentions tendant à supprimer les plantations trop proches, le délai de prescription est de cinq ans. L'observation des hauteurs maximales peut être exigée en tout temps.

10. Ombre portée

**Art. 75** <sup>1</sup> Si l'ombre projetée par des arbres à haute tige porte une atteinte grave aux conditions d'hygiène des logements, le propriétaire de ces arbres est tenu de les tailler, moyennant une indemnité équitable, pour en réduire la hauteur à des proportions tolérables et, en cas de nécessité, de les supprimer.

<sup>2</sup> Demeure réservé le maintien de ces arbres en fonction d'intérêts publics, en particulier ceux de la protection de la nature et du patrimoine, ainsi que de la protection des allées.

11. Utilisation de murs placés à la limite

**Art. 76** Le voisin a le droit, sans être tenu à indemnité, d'établir, aux murs et aux parois situés à ou sur la limite, des installations qui ne causent point de dommages, notamment des espaliers.

12. Droit de passage sur le fonds voisin

**Art. 77** Le voisin tolérera le passage sur son bien-fonds ou l'utilisation temporaire de ce fonds, lorsqu'ils sont nécessaires à l'établissement ou à l'entretien de constructions, de routes, de plantations le long de la limite ou de toutes autres installations, telles que les conduites. Il sera informé en temps utile et peut exiger que ces droits soient exercés avec le plus d'égard possible et moyennant dédommagement intégral.

II. Plantations forestières

**Art. 78** <sup>1</sup> Les plantations dans les bois et forêts ne doivent pas s'approcher à plus d'un mètre de la limite de la propriété voisine. En outre les trouées de démarcation doivent toujours avoir au moins un mètre de large.

<sup>2</sup> A côté d'un terrain non boisé, la lisière de la forêt doit se trouver à cinq mètres en arrière de la ligne de

démarcation s'il s'agit d'un peuplement neuf et à trois mètres au moins s'il s'agit d'un repeuplement; dans cette largeur peut être comprise celle du chemin ou fossé qui longe intérieurement la limite.

III. Ouvrages servant à la vidange des forêts

**Art. 79** Les propriétaires dont les bois et forêts ne sont pas reliés suffisamment à une voie publique, peuvent exiger, contre pleine et entière indemnité, que leur soit concédé le droit d'établir les ouvrages nécessaires pour la vidange, tels que dévaloirs, glissoirs, etc.

IV. Droits de passage, de barre et d'irrigation et clôtures

**Art. 80** <sup>1</sup> Demeurent en vigueur les usages suivis jusqu'à présent ainsi que les dispositions de police ou d'ordre économique des droits coutumiers en ce qui concerne la faculté accordée aux propriétaires d'emprunter le fonds voisin pour travaux d'exploitation, de réparation ou de construction sur leurs propres fonds et en ce qui a trait aux droits de barre, de charrue, d'abreuvoir, de passage en saison morte, de dévalage, d'irrigation et autres droits analogues, comme aussi en ce qui touche les fossés, haies, murs et autres clôtures.

<sup>2</sup> Les dispositions y relatives seront réunies et précisées dans un décret du Parlement. Les droits qui en découlent ne seront pas inscrits au registre foncier.

## Décret concernant le permis de construire (DPC)

du 11 décembre 1992

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 115, lettre b, de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

1. Exigence du permis **Article premier**<sup>1</sup> Un permis de construire est nécessaire pour toute construction, démolition, installation et mesure projetée sur ou au-dessous de la surface du sol et dans les eaux (appelées ci-après : "projets") et tombant sous le coup de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire.

<sup>2</sup> La délivrance du permis de construire implique que les autorisations spéciales (art. 44) aient été préalablement accordées.

2. Début des travaux **Art. 2**<sup>1</sup> L'exécution de projets exigeant un permis ne peut être entreprise qu'au moment où ils ont fait l'objet d'un permis de construire entré en force (art. 40) ou que l'autorisation a été donnée en vue du début anticipé des travaux (art. 41).

<sup>2</sup> En cas de démolition en vue de reconstruction, la démolition ne peut être entreprise avant que le permis relatif au nouveau bâtiment ne soit entré en force. Demeure réservé le cas où le bâtiment présenterait un danger pour le public.

3. Autorité communale **Art. 3** L'autorité communale compétente en matière de construction est le conseil communal à moins qu'un règlement communal ne désigne une autre autorité.

### SECTION 2 : Cas exigeant un permis

1. Nouvelle installation, agrandissement **Art. 4**<sup>1</sup> Sous réserve de l'article 6, un permis de construire est nécessaire pour la construction et l'agrandissement :

a) de bâtiments et parties de bâtiments;

b) d'autres installations, telles que :

- citernes, installations de stockage et de distribution d'essence, de lubrifiant et de gaz;
- tours, cheminées, antennes, stations transformatrices;
- clôtures fixes à la limite, palissades, murs;
- rampes, parties saillantes de bâtiments, piscines, constructions souterraines, serres, capteurs solaires;
- fosses à purin, fosses à fumier, installations d'épuration, fosses de décantation, puits perdus;
- équipement privé (route, accès, place de stationnement, conduites, etc.);
- places d'amarrage de bateaux, bouées d'amarrage;

c) de terrains de camping, de lieux de décharge et de lieux d'extraction de matériaux, à moins que toutes les conditions aient été définies précisément par le plan spécial;

d) d'installations de chantier sous réserve de l'article 6, alinéa 1, lettre g.

<sup>2</sup> Un permis de construire est également nécessaire pour :

a) l'établissement de résidences mobiles, caravanes habitables, tentes, etc., à l'extérieur d'un terrain de camping autorisé, pour autant qu'elles soient installées au même endroit pour plus de deux mois par année civile;

b)<sup>6)</sup> les modifications apportées à un terrain par le fait de le combler ou de le creuser; cette exigence ne s'applique qu'aux modifications de plus de 1,20 m de la hauteur du terrain ou à celles de moins de 1,20 m lorsque la surface concernée est supérieure à 500 m<sup>2</sup>.

## 2. Modification, démolition

**Art. 5** <sup>1</sup> Est soumise à l'obligation du permis toute modification importante apportée aux constructions et installations mentionnées à l'article 4, alinéa 1.

<sup>2</sup> Sont en particulier réputés modification importante :

a) la transformation de l'aspect extérieur : modification de façades et de toitures, de couleurs, de matériaux, etc.;

b) la modification ou le remplacement de parties portantes d'une construction (murs, appuis, toits, charpentes, etc.);

c) le changement d'affectation;

# Ordonnance sur les constructions et l'aménagement du territoire

du 3 juillet 1990

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 116 de la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT)<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

1. Champ d'application **Article premier** La présente ordonnance règle l'application de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire.

2. Compétences des communes **Art. 2** Par voie de règlement, les communes ont la faculté d'édicter des dispositions complémentaires ou dérogatoires dans la mesure où la présente ordonnance l'admet expressément.

## CHAPITRE II : Equipement du terrain à bâtir

1. Equipement technique **Art. 3** L'équipement technique doit satisfaire aux exigences de la loi (art. 4 LCAT).

2. Equipement Technique suffisant **Art. 4** L'équipement est réputé suffisant lorsqu'un projet n'entraîne qu'une sollicitation supplémentaire minime des installations existantes (art. 84, al. 2, LCAT).

3. Voie d'accès a) Définition et généralités **Art. 5** <sup>1</sup> La voie d'accès relie le terrain à bâtir au réseau public. Elle comprend l'accès au bâtiment, le tronçon de route y conduisant ainsi que le raccordement de ce tronçon à une route et, le cas échéant, à un chemin pour piétons ou à un trottoir.

<sup>2</sup> La voie d'accès est aménagée de manière à tenir compte :

- a) de la sécurité de tous les usagers;
- b) de la lutte contre le bruit;
- c) des particularités du site et de la topographie;
- d) de la nécessité de modérer la circulation;
- e) de la perspective d'un faible trafic.

e) **Art. 60** <sup>1</sup> Les parties saillantes de bâtiments telles qu'avant-toits, perrons et balcons, etc. (ouverts ou fermés sur les côtés) ne peuvent empiéter que de 1,2 m au plus sur la distance à la limite ou l'alignement.

<sup>2</sup> Pour les constructions édifiées sous le sol naturel, et jusqu'à une hauteur de 1,2 m, la distance aux limites est de 1 m au moins. Avec l'accord écrit du voisin, cette distance peut être réduite en partie ou entièrement.

<sup>3</sup> Les dispositions relatives au droit de voisinage figurant dans la loi d'introduction du Code civil suisse (LiCC)<sup>5)</sup> sont applicables en tant que dispositions communales de droit public en ce qui concerne les murs de soutènement, les clôtures, les talus, les fosses d'aisances et à fumier.

f) **Art. 61** <sup>1</sup> Avec l'accord écrit du voisin, une construction peut être autorisée à une distance à la limite inférieure, voire à la limite du bienfonds si la distance réglementaire entre bâtiments est observée.

<sup>2</sup> A défaut du consentement du voisin, une construction nouvelle plus rapprochée n'est admise que moyennant une dérogation au sens de l'article 25 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire. Dans ce cas, la distance minimale de droit privé (art. 63 LiCC) doit être observée.

<sup>3</sup> Un changement d'affectation non accompagné de modifications extérieures d'un immeuble construit à la limite ne nécessite pas l'accord du voisin.

<sup>4</sup> Les dispositions concernant l'ordre contigu ou semi-contigu demeurent réservées.

8. Terrain naturel **Art. 62** <sup>1</sup> On entend par terrain naturel la parcelle à bâtir telle qu'elle existe avant le début des travaux de construction.

<sup>2</sup> S'il est établi que la surface de la parcelle à bâtir a été surélevée par des remblais, on considère comme terrain naturel le terrain tel qu'il se présentait avant le remblayage.

<sup>3</sup> Si le remblai a été effectué sur la base d'un permis de construire, les conditions de celui-ci déterminent le terrain naturel.

<sup>4</sup> Si le remblai a été effectué depuis plus de dix ans et que la hauteur du terrain aménagé correspond à celle des parcelles voisines, on considère le terrain remblayé comme terrain naturel.

<sup>5</sup> Les règles ci-dessus s'appliquent également lorsque le terrain a été creusé.

## Loi sur la construction et l'entretien des routes

du 26 octobre 1978 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 1998)

*L'Assemblée constituante de la République et Canton  
du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la  
Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 48 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

#### I. Champ d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Les dispositions de la présente loi  
s'appliquent :

- a) aux routes affectées à l'usage général (routes  
publiques au sens de la présente loi);
- b) aux routes privées non affectées à l'usage général,  
lorsque la présente loi le prescrit.

<sup>2</sup> La législation fédérale sur les routes demeure  
réservée, en particulier la loi fédérale sur les routes  
nationale<sup>2)</sup> et les ordonnances d'exécution s'y  
rapportant.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte par voie d'ordonnance les  
dispositions d'application de la loi fédérale sur les routes  
nationales.

#### II. Zone routière 1. En général

**Art. 2** <sup>1</sup> Sont des routes, au sens de la présente loi, les  
routes proprement dites, les chemins, les trottoirs, les  
sentiers, les pistes cyclables et les places aménagées à  
la surface, en dessus et en dessous du sol, y compris  
les places de stationnement et les emplacements  
d'arrêt.

<sup>1)</sup> RSJU 101

<sup>2)</sup> RS 725.11

#### XI. Arbres, buis- sons et cultures

<sup>2</sup> Les installations à l'intérieur et à l'extérieur de la zone  
routière, nécessaires à son aménagement, à son  
exploitation et à son entretien, ainsi que l'espace au-  
dessus de la route, sont considérés comme faisant  
partie de la route.

<sup>3</sup> Dans le cadre des dispositions précitées, les  
communes ont la faculté d'édicter leurs propres  
règlements.

**Art. 74** <sup>1</sup> Il est interdit de planter ou de laisser croître des  
arbres à haute futaie à moins de 3 m de la limite de la  
chaussée d'une route publique et à moins de 1 m 50 le  
long des trottoirs, sauf dans les localités. Cette distance  
sera de 5 m moins le long des routes principales à  
l'extérieur des localités.

<sup>2</sup> Le propriétaire de la route est autorisé à faire, sur le  
terrain lui appartenant, des plantations destinées entre  
autre à préserver la route et à en indiquer le tracé.

<sup>3</sup> La route doit être maintenue libre de toute branche la  
surplombant jusqu'à une hauteur de 4 m 50 de la  
chaussée et de 2 m 50 d'un chemin pour piétons ou  
d'une piste cyclable, et lorsqu'il s'agit de garantir un bon  
éclairage public, jusqu'à la hauteur des lampes.

<sup>4</sup> Les buissons ne doivent pas diminuer la visibilité aux  
passages à niveau, aux croisements et dans les  
courbes. Il en va de même des cultures à l'intérieur des  
distances prescrites pour les arbres à l'alinéa 1, lorsqu'il  
s'agit de routes principales ou d'autres routes à trafic  
général de transit, soumises par le Service des ponts et  
chaussées à la présente disposition. Lorsque cette  
restriction constitue un préjudice important pour  
l'utilisation agricole du fonds, une indemnité convenable  
sera versée. Le juge civil tranchera en cas de litige.

<sup>5</sup> L'installation et la protection de plantations le long de  
routes publiques peuvent faire l'objet de dispositions  
plus restrictives dans les plans de routes ou dans les  
plans et règlements de construction des communes.

<sup>6</sup> Demeure réservée l'application par analogie des articles 58 et 68, alinéa 1, de la présente loi.

<sup>7</sup> Lorsque le propriétaire néglige d'élaguer à temps ses arbres, buissons et cultures, en hauteur et en largeur, ces travaux seront faits ou ordonnés à ses frais par l'autorité compétente, mais seulement après une sommation écrite restée sans effet.

<sup>8</sup> Dans l'application de cet article, on tiendra compte dans une mesure convenable des exigences de la protection de la nature et de la sauvegarde du patrimoine national.

## XII. Forêts

**Art. 75** <sup>1</sup> Une zone d'une largeur de 6 m au plus doit être déboisée le long d'une route cantonale traversant ou longeant une forêt.

<sup>2</sup> Au besoin, une zone plus large devra être déboisée afin d'assurer la visibilité.

<sup>3</sup> La zone à déboiser peut être délimitée par un plan d'alignement.

<sup>4</sup> Le terrain nécessaire à l'aménagement de la zone à déboiser peut être grevé d'une servitude de visibilité ou acquis soit de gré à gré, soit par voie d'expropriation. Le propriétaire de la route devra, conformément à la législation sur les forêts, procéder ailleurs au reboisement d'une surface égale à l'aire déboisée.

## XIII. Clôture le long des routes publiques

**Art. 76** <sup>1</sup> On ne pourra construire de nouvelles clôtures dépassant une hauteur de 1 m 20 sans l'autorisation de l'autorité de surveillance de la route.

<sup>2</sup> Aux endroits sans visibilité, les clôtures fixes et les plantations de tout genre, telles que les haies vives, ne doivent pas s'élever à plus de 80 cm de la chaussée. Demeurant réservées les dispositions des articles 58 et 59.

<sup>3</sup> En ce qui concerne la distance des clôtures à la limite des routes publiques est applicable l'article 68, alinéa 1.

<sup>4</sup> Les clôtures en fil de fer barbelé dépourvues d'un dispositif de protection suffisante doivent être aménagées à une distance d'au moins 2 m de la limite de la route.

XIV. Restrictions de propriété en faveur de routes projetées

**Art. 77** <sup>1</sup> Les dispositions relatives aux restrictions de la propriété foncière contenues dans le présent chapitre sont en principe valables dès la mise à l'enquête publique des plans de route ou de plans spéciaux.<sup>1)</sup>

<sup>2</sup> Pour l'établissement de clôtures fixes et de talus, ainsi que pour la construction de murs de soutènement et de revêtement, le long des routes projetées, doivent notamment être observées les distances prévues par la loi. Les cotes de hauteur indiquées par le plan de route doivent être respectées.

## CHAPITRE VI : Restrictions de la propriété foncière et indemnités

Référence à la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup>

**Art. 78** <sup>1</sup> Les dispositions de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>1)</sup> concernant les restrictions de la propriété foncière et les indemnités à verser sont applicables par analogie lorsqu'il s'agit de plans de route, de la construction ou de l'aménagement d'une route cantonale.

<sup>1)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 juin 1987, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988





